

PREFECTURE  
DES  
BOUCHES-DU-RHONE

4<sup>ème</sup> DIVISION

Etablissements dangereux  
insalubres ou incommodes

(Loi du 19 Décembre 1917)

2<sup>ème</sup> Classe

Année 195 6

N° 44

MR/MG

REPUBLICQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ARRÊTÉ

Vente 3

Le PREFET des Bouches-du-Rhône,

Commandeur de la Légion d'honneur,

Vu la pétition présentée par la Société "CABOT-FRANCE"

à l'effet d'être autorisé à établir une troisième unité de fabrication de noir de fumée dans son usine installée sur les terrains situés sur les territoires des communes de BERRE L'ETANG et de ROGNAC.

Vu les plans de l'établissement projeté et les lieux environnants à \_\_\_\_\_ mètres de rayon ;

Vu l'avis de M. l'Inspecteur Divisionnaire du Travail, en date du 3 Octobre 1958 ;

Vu l'avis de M. le Chef du Service de l'Urbanisme et de l'habitation ;

l'inspecteur départemental des services d'incendie et de secours en date du 7 novembre 1958

Vu le dossier de l'enquête de « commodo » et « incommodo », à laquelle cette demande a été soumise et l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 12 janvier 1959 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de BERRE L'ETANG en date du 9 janvier 1959 ;

Vu l'avis de M. l'Inspecteur des Etablissements classés, en date du 2 octobre 1958 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène ;

en date du 22 avril 1959

Vu la loi du 19 décembre 1917, modifiée les 20 avril 1932 et 21 novembre 1942 ;

Vu les décrets des 17 décembre 1918, 24 décembre 1919, 28 juin 1943, 13 août 1952 et 20 mai 1953 portant réglementation et nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

~~Vu SUR proposition de Monsieur le Secrétaire~~  
Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône

ARRÊTÉ :

Article Premier. — M. la Société "CABOT-FRANCE"

est autorisé aux fins de sa demande.

*Article Deuxième.* — Il devra se conformer aux prescriptions édictées ci-après ;

Les prescriptions incluses dans l'arrêté d'autorisation délivré le 12 décembre 1956 à la société CABOT FRANCE sont applicables aux nouvelles installations.

Les conditions ci-dessus fixées ne peuvent, en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre 2 du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution du dit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposés aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

L'exploitant sera tenu, en particulier, d'observer les prescriptions des articles 66, 66 A, 66 B, du livre 2 du Code du Travail, celles du décret du 10 juillet 1913 modifié, celles des décrets des 1<sup>er</sup> octobre 1913 et 4 août 1935 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre les courants électriques.

Le pétitionnaire devra observer notamment les prescriptions résultant des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 16 et 17 du décret du 10 juillet 1913 modifié.

La présente autorisation pourra être déférée au Conseil de Préfecture, par son titulaire, dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Dans le cas où l'établissement ne serait pas ouvert dans le délai de deux ans, à partir de la date de notification de l'arrêté d'autorisation, ou si son exploitation était interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'exploitant devrait faire une nouvelle demande d'autorisation.

L'Administration se réserve, en outre, la faculté de prescrire ultérieurement toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de la dite industrie rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique, et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement quelconque.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des Commissaires de police et des Inspecteurs chargés de la surveillance des établissements classés qui ont entrée dans les établissements soumis à leur surveillance, à tout moment de leur fonctionnement, en vue d'y faire telles constatations qu'ils jugent nécessaires.

Si l'établissement change d'exploitant, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise de possession, en indiquant ses nom, prénoms et domicile, ou, s'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination, son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Si l'industriel veut ajouter à son exploitation première une autre industrie classée, il est tenu d'obtenir une autorisation préalable, si cette nouvelle exploitation est rangée dans la première ou dans la deuxième classe des établissements classés ou de faire une déclaration si elle rentre dans la troisième classe des établissements classés.

Tout transfert d'un établissement classé sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage ou du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation nécessite, suivant la classe de l'établissement, soit une demande d'autorisation, soit une déclaration nouvelle qui doit être faite préalablement au changement projeté.

Si, par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant des travaux techniques d'exploitation de l'usine, celle-ci venait à être détruite ou mise momentanément hors d'usage, une nouvelle déclaration serait nécessaire pour la remettre en activité.

Le présent arrêté devra toujours être en la possession de l'exploitant qui sera tenu de le représenter, à toute réquisition, aux Commissaires de police et aux Inspecteurs chargés de la surveillance des établissements classés.

Ampliations du présent arrêté seront adressées aux Inspecteurs chargés de la surveillance des établissements classés et au Maire chargé de le notifier à l'intéressé.

Marseille, le

195

POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION.

~~Le Secrétaire Général,~~

Pour expédition conforme transmise  
à la Sainte Calot France  
à Bene l'Estang

Par délégation,  
Le Chef du Bureau,

Le Sous-Prefet

Signé: MAZEL